

Le 7/5 2009

Réponse à l'éditorial de Bernard Marois sur les dérives des finances locales du 24/4/2005

L'article du Président sur les finances locales est fort intéressant, comme toujours. Mais il appelle quelques remarques et le dialogue apporte toujours plus de lumière.

L'augmentation des taxes locales doit bien « arranger » le gouvernement. Ce dernier est contre l'augmentation des « impôts ». Mais comment n'y pas recourir avec toutes les dépenses décidées et à venir pour limiter les conséquences de la crise? Et comme le Président n'a pas précisé qu'il était contre « tous les impôts », il est tentant pour lui de reporter une partie des nouvelles charges sur les collectivités locales, dont les représentants, quoique élus directement, sont très dépendants de l'Etat !

En outre, d'après ce que l'on peut savoir, les collectivités locales françaises ne sont pas les seules à devoir assumer une part croissante des charges liées à la crise. Il serait intéressant de connaître avec plus en détail ce qui se passe dans les autres pays en la matière. Les médias ne sont pas très disert à ce sujet. Mais il serait étonnant que les contribuables locaux n'y soient pas également appelés « au secours ».

En ce qui concerne le modèle économique français, ce qui frappe le plus actuellement est la facilité et la rapidité avec laquelle les pays qui le critiquaient le plus appliquent nombre des principes de son interventionnisme étatique. La France n'a pas nationalisé de banques comme les USA avec AIG, la Grande-Bretagne avec RBS et d'autres. Les moyens mis financiers mis à la disposition du secteur privé par leurs gouvernements et leurs banques centrales sont proportionnellement beaucoup plus importants dans ces pays que ceux mobilisés par la France. On parle de déficits de 10% ou plus pour les USA et la Grande-Bretagne, la France devant rester sensiblement en dessous. Bruxelles voulait il y a peu poursuivre la France parce que son déficit dépassait 3% du PIB! Les pays anglo-saxons vont bien au-delà! Peu de gens le leur reproche au nom du libéralisme. On préfère les féliciter pour leur légendaire pragmatisme.

En ce qui concerne le chômage, le passage du taux de 4% à 9-10% aux USA est beaucoup plus frappant que la modeste hausse du taux français de 8,5 à 9% !

Quant aux prévisions du taux de croissance des USA fin 2010 de 15% au-delà de celui de 2002, qui était plutôt bas, nous devons tous souhaiter qu'elles se réalisent. Mais elles seront difficiles à atteindre. Et si tel est le cas, il ne faudrait pas que les énormes liquidités injectées par les pays anglo-saxons chez eux et naturellement dans l'économie mondiale engendrent une inflation qui aiderait à résoudre la question de l'endettement américain d'une façon désastreuse pour

ses créanciers, ni qu'elles génèrent une nouvelle « folie » immobilière, une exubérance excessive des marchés dérivés ou/ et d'autres bulles, qui expliquent aussi bien une bonne partie de la croissance des USA et de la Grande-Bretagne depuis le début du XXIème siècle que malheureusement aussi la crise! Certes, la France doit renforcer sa recherche, mieux contrôler les dépenses des collectivités locales parfois scandaleuses et se désendetter dès que ce sera possible, comme les autres pays d'ailleurs. Mais les événements récents et la fréquence croissante de crises mondiales conduisent à se demander si le choix à long terme n'est pas moins entre un système libéral qui dérape en ce moment et un interventionnisme excessif, qu'entre une capacité d'alternance entre plus et moins de libéralisme et donc d'interventionnisme suivant l'orientation des vents dans les pays dits libéraux et un système de type européen continental où l'on préférerait conserver en permanence un mélange des deux, avec seulement des nuances dans les variations entre les extrêmes!

Didier Pène
Professeur émérite à HEC